



Arrêté n° AE- 016487/KK P du 20/07/2026
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2025-12-01-00014 du 01/12/2025 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro 016487/KK P, relative à la réalisation d'un projet de défrichement d'une parcelle forestière en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Vinon-sur-Verdon (83), déposée par TENERGIE DEVELOPPEMENT, reçue le 21/04/2026 et considérée complète le 19/05/2026 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 47a et 30a du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et qui consiste à réaliser un défrichement de la parcelle n°E 2007 pour une superficie de 7 000 m², en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque d'une puissance totale de 999 kWc sur la commune de Vinon-sur-Verdon (83) ;

Considérant que ce projet a pour objectif la production d'énergie solaire ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone N naturelle du plan local d'urbanisme de la commune dont la dernière procédure a été approuvée le 03/01/2025 ;
- au sein du parc naturel régional du Verdon ;
- en réservoir de biodiversité « arrière-pays méditerranéen » référencé par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalités des territoires (SRADDET) ;
- en zone d'aléa moyen définie par la carte du risque incendie feu de forêt mise à

- disposition du public par la préfecture du Var¹ en date de septembre 2023 ;
- en zone de sismicité 4 (moyenne) d'après le zonage sismique de la France en vigueur depuis le 01 mai 2011 (cf. article D563-8-1 du Code de l'environnement) ;

Considérant la présence historique avérée d'espèces protégées de faune sur le site de projet et alentours ;

Considérant l'absence de diagnostic écologique ;

Considérant l'absence de prise en compte des effets cumulés du projet avec la centrale photovoltaïque voisine en exploitation² ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, qui concernent la biodiversité, et potentiellement plusieurs espèces protégées, la préservation des habitats et des continuités écologiques ;

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de défrichement d'une parcelle forestière en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque situé sur la commune de Vinon-sur-Verdon (83) doit comporter une évaluation environnementale dont le contenu est défini par l'article R122-5 du Code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le portail internet de l'évaluation environnementale³. La présente décision est notifiée à TENERGIE DEVELOPPEMENT.

Fait à Marseille, le 20/07/2026.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale,

Véronique LAMBERT



¹ https://www.var.gouv.fr/index.php/contenu/telechargement/32511/216887/file/ALEA_A3_VINON-SUR-VERDON_2023.pdf

² Objet d'une étude d'impact d'après le pétitionnaire, qui n'est pas jointe à son dossier.

³ <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Provence-Alpes-C%3CB4te%20d'Azur>

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

À déposer sur [le portail internet de l'évaluation environnementale](#)^{4 5} à l'attention de :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoïa
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
31 Rue Jean-François Leca - 13002 Marseille

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

⁴ <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/auth/signin>

⁵ Code des relations entre le public et l'administration, article L112-8 : « L'administration met en place un ou plusieurs téléservices, dans le respect des dispositions de loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives. Lorsqu'elle met en place un ou plusieurs téléservices, l'administration rend accessibles leurs modalités d'utilisation, notamment les modes de communication possibles. Ces modalités s'imposent au public. Lorsqu'elle a mis en place un téléservice réservé à l'accomplissement de certaines démarches administratives, une administration n'est régulièrement saisie par voie électronique que par l'usage de ce téléservice. »